

Comment la Chine a pris le

Influence. La crise du coronavirus a montré l'efficacité de Pékin à placer ses pions à l'international.

PAR ARMIN AREFI

L'intervention a fait grand bruit. Le 29 janvier, au moment où le monde commence à réaliser l'ampleur de l'épidémie de coronavirus, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) affirme que « la Chine mérite notre gratitude et notre respect ». De retour de Pékin, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lui-même infectiologue, salue les « mesures très sérieuses » prises par les autorités chinoises, qui n'ont pourtant décidé des premières mises en quarantaine que six jours plus tôt. « Nous ne pouvons en demander davantage », souligne l'ancien ministre éthiopien des Affaires étrangères, élu à la tête de l'organisation onusienne en 2017 avec le soutien de Pékin. « La Chine a identifié le pathogène dans un temps record et a immédiatement fait connaître », certifie-t-il au sujet du virus, officiellement apparu dans la ville de Wuhan le 8 décembre 2019, mais dont l'origine remonterait en réalité au 17 novembre. Le responsable onusien se veut rassurant : « À l'extérieur de la Chine, il n'y a que 68 cas confirmés dans 15 pays, soit 1 % du total, et aucun mort. » Cinq jours auparavant, trois premiers cas ont été déjà recensés en France.

« Le président de l'OMS s'est révélé constamment favorable à la Chine dans cette crise », relève François Godement, conseiller Asie à l'Institut Montaigne, à Paris. « À l'inverse d'autres pays, il n'a pas émis une seule critique contre Pékin. Or il n'a pas remis en question un seul instant les

chiffres donnés par la Chine et certaines de ses déclarations sont clairement inacceptables. » Le 14 janvier, épousant la rhétorique officielle chinoise malgré la multiplication des cas, l'OMS maintient qu'il n'existe aucune preuve de contamination au Covid-19 entre humains. Il faudra attendre jusqu'au 11 mars pour que son président décrète l'état de pandémie mondiale. « La Chine a manifestement fait pression sur l'OMS pour qu'elle ne fasse pas de déclaration qui aille contre ses intérêts, alors que beaucoup d'experts de l'organisation alertaient quant à une réalité différente sur le terrain », confie un diplomate occidental qui suit le dossier de près. « Le problème, explique François Godement, est que certains États, dont la France, se sont abrités derrière ces communiqués de l'OMS pour retarder la prise de mesures publiques contre le coronavirus. »

« Ils ont pris conscience qu'il y avait une place à se faire à l'intérieur du système onusien. » Michel Duclos



Décalage. Le 25 janvier, à l'hôpital de la Croix-Rouge de Wuhan, épicerie du coronavirus. Officiellement, le Covid-19 est apparu dans cette ville chinoise le 8 décembre 2019. En réalité, il se serait propagé dès le 17 novembre.

Le biais pro-Pékin de l'Organisation mondiale de la santé n'est que la dernière illustration en date de l'influence grandissante de la Chine au sein de l'ONU. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), l'Union internationale des télécommunications (UIT) ou encore l'Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO), pas moins de quatre agences spécialisées de l'ONU sur quinze possèdent un ressortissant chinois à leur tête, soit trois fois plus que tout autre pays au monde. « La Chine est en train de prendre le pouvoir à l'ONU », avertit un haut diplomate français. « Cette tendance est d'autant plus forte que les États-Unis de Donald Trump sont en train de s'en retirer. »

L'entrisme qu'exerce la Chine aux Nations unies est d'autant plus frappant qu'il tranche radicalement avec son comportement passé. « Au début des années 2000, les Chinois n'étaient pas très visibles à l'ONU et exerçaient une bienveillance généralisée », se souvient l'ancien diplomate français Michel Duclos, alors en poste à la représen-

pouvoir à l'ONU



tation permanente de la France à New York. « Au Conseil de sécurité, ils se rangeaient derrière la Russie et ne montaient au créneau que lorsque leurs intérêts directs, le Tibet et Taïwan, étaient menacés. Ils ont peu à peu pris conscience qu'il y avait une place à se faire au soleil à l'intérieur du système onusien, autrement dit en investissant certaines positions clés. »

Le symbole le plus probant est sans doute l'élection surprise en juin 2019 du candidat chinois Qu Dongyu à la tête de la FAO. Vainqueur dès le premier tour avec 108 voix sur 191, le vice-ministre chinois de l'Agriculture devance

la Française Catherine Geslain-Lanéelle (71 voix), candidate de l'Union européenne, et le Géorgien Davit Kirvalidze (12 voix), soutenu par les États-Unis. « Tout le monde sait comment les Chinois ont fait pour élire leur homme alors que celui-ci était moins compétent que la candidate française sur tous les plans », dénonce Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France en Chine jusqu'à l'été 2019, et qui a pris depuis sa retraite. « Cela leur a coûté infiniment plus cher qu'à la France. »

Quatre mois plus tôt, Pékin n'a pas hésité à annuler la dette du

Tapis rouge.

Le 28 janvier, à Pékin, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus (à g.), rencontrait le président chinois Xi Jinping avant une réunion au Grand Palais du Peuple.

Cameroun, soit 78 millions de dollars, pour s'assurer du retrait de son candidat Médi Moungui. « Au lieu d'exercer son influence au siège de l'ONU, à New York, Pékin fait directement pression sur les capitales africaines, qui sont particulièrement vulnérables », indique Richard Gowan, chargé de l'ONU au sein de l'ONG International Crisis Group. Au total, la Chine aurait dépensé plus de 200 millions d'euros dans sa campagne pour la FAO. À côté, les 237 417 euros français font bien pâle figure. « Il ne suffit pas d'annuler la dette des États et d'acheter des votes pour ■■■

■■■ *acquérir une légitimité à l'ONU, fulmine le diplomate. Cela doit s'accompagner d'idées, d'une vision et de projets.*»

Le nouveau « projet » de la Chine pour l'ONU n'est pourtant un secret pour personne. Le président Xi Jinping l'a exposé en septembre 2015, lors de sa première apparition à la tribune des Nations unies, à New York. Il prononce alors une ode au multilatéralisme et annonce un renforcement important de l'action de son pays au sein de l'organisation. Appelant à un nouveau modèle de relations internationales axé sur le « gagnant-gagnant » afin de forger une « communauté de destin pour l'humanité » – des notions chères à Pékin –, le secrétaire général du Parti communiste annonce l'envoi de 8 000 Casques bleus chinois auprès des forces de maintien de la paix onusiennes. Deuxième pays contributeur de l'ONU en termes de financement « obligatoire » (12 % du budget, contre 22 % pour les États-Unis), la Chine augmente sensiblement ses financements « volontaires », à dessein.

En 2015, le secrétaire général de l'ONU se voit mettre à disposition un fonds d'affectation spécial pour la paix et le développement, doté par Pékin de 2 milliards de dollars sur dix ans. « Ce fonds permet à la Chine de s'acheter à la fois une bonne image ainsi qu'une certaine influence sur l'action d'Antonio Guterres, pointe le diplomate occidental. En réalité, Pékin veut influencer sur

le système onusien de l'intérieur pour l'orienter selon ses propres intérêts. »

Le multilatéralisme version chinoise vise avant tout à asseoir la domination de la Chine et de ses principes: l'État souverain et la non-ingérence. « En réalité, la Chine fait à l'ONU du multilatéralisme, explique Jean-Maurice Ripert, qui a également représenté la France à l'ONU à la fin des années 2000. Elle agit telle une roue de bicyclette qui commande ses 192 rayons. Mais à la différence des autres puissances, elle avance masquée. »

Dépendance. Pour la Chine, l'ONU est en réalité plus un moyen qu'une fin en soi, d'autant qu'elle n'hésite pas, en parallèle, à développer ses propres initiatives concurrentes: les Brics (groupe de pays en développement regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ou encore les nouvelles routes de la soie. Autant de projets « internationaux » centrés autour de Pékin, qui accentuent en fait la dépendance vis-à-vis de l'empire du Milieu. « L'ordre multilatéral libéral coûte beaucoup plus à la Chine qu'elle ne lui rapporte, raconte le haut diplomate français. On assiste donc à une volonté de déconstruction méthodique de l'ONU par Pékin. »

Les fonctionnaires chinois investissent la moindre sous-commission, tentent d'influer sur le moindre texte, pour y intégrer les idées du Parti. « De façon systéma-

Le cas d'Interpol

Elle ne fait pas partie de l'ONU, mais Interpol – basée à Lyon – est également tombée dans l'escarcelle de la Chine, avant que le pays ne saborde son propre succès. Meng Hongwei a été élu à sa tête en 2016, mais, contre toute attente, il a été arrêté lors d'un séjour dans son pays d'origine en 2018. C'est depuis un lieu tenu secret en Chine qu'il a transmis sa lettre de démission à l'Organisation internationale de police criminelle. Condamné pour « corruption », le premier président chinois d'Interpol purge une peine de treize ans de prison.

tique, la Chine inonde les textes de l'ONU de ses concepts pour saturer l'espace public et freiner ou empêcher toute initiative contraire à ses intérêts ou à ses dogmes », explique François Godement. Les notions de « gagnant-gagnant » et de « communauté de destin pour l'humanité » se retrouvent ainsi dans des résolutions sur l'Afghanistan, le désarmement dans l'espace ou encore le développement socio-économique de l'Afrique. « Les slogans multilatéralistes ne sont que de l'habillage en contradiction avec la pratique réelle de la Chine, juge le sinologue. En réalité, Pékin traite en bilatéral, pays par pays, et instaure ainsi un rapport de force. » C'est de cette façon en tout cas que la Chine a géré la question de l'envoi en Europe des masques de protection contre le Covid-19.

Aux Nations unies, Pékin use et abuse de son pouvoir de blocage, bien au-delà de son droit de veto. Au cours de la dernière décennie, elle a formé, plus que tout État au monde, des coalitions de pays visant à neutraliser les textes qui lui déplaisent. Opposée, par exemple, à tout projet d'élargissement du Conseil de sécurité, qui pourrait bénéficier à son rival japonais, la Chine n'a pas hésité à menacer la Jamaïque, dont le représentant Courtenay Rattray travaillait en 2015 à réformer l'institution. « Les Chinois se sont directement rendus à Kingston et ont menacé les autorités de pénalités sur le plan économique si elles ne reculaient pas, raconte Richard Gowan, de l'International Crisis Group. Beaucoup de diplomates onusiens trouvent ces méthodes trop brutales. Certes, tous les pays de l'ONU savent être durs pour défendre leurs intérêts. Mais les Européens, notamment, estiment que la Chine est devenue trop forte, trop vite. »

Un secteur bien spécifique concentre l'attention de Pékin: les droits de l'homme. Si elle a beaucoup investi dans les forces de maintien de la paix, dont elle est le deuxième contributeur (15 % du budget), la Chine œuvre à y supprimer tous les postes liés aux droits humains. « La Chine estime que la question des droits de l'homme

Communication.

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus (à dr.), entouré de journalistes après un point de presse sur le Covid-19, le 11 mars, à Genève.



FABRICE COFFRINI/AFIP

La bande des quatre

Quatre des quinze agences spécialisées des Nations unies ont désormais à leur tête un ressortissant chinois.



QU DONGYU

Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.



FANG LIU

La secrétaire générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO).



HOULIN ZHAO

Le secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications.



LI YONG

Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel.



est une valeur occidentale qui ne la concerne pas, analyse Jean-Maurice Ripert. Pékin, qui agissait auparavant de manière plus feutrée, dénonce aujourd'hui ouvertement les libertés fondamentales qu'elle s'est pourtant engagée à respecter. » Au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, les pratiques de la Chine sont saisissantes.

Antijeu. Depuis le retrait en 2018 des États-Unis, Pékin fait la loi à Genève, à la tête d'un bloc de « pays affinitaires » (Cuba, Iran, Arabie saoudite, Venezuela, Syrie...). « Dans ce groupe, toutes les dictatures du monde se serrent les coudes lorsque l'une d'elles est attaquée pour obtenir une majorité et bloquer les textes », raconte un diplomate. Et quand les votes ne sont pas suffisants, le groupe excelle dans l'art de l'antijeu. « Lorsque l'audition d'un défenseur des droits de l'homme est inscrite à l'ordre du jour, Pékin et ses alliés peuvent user de moyens de procédure et monopoliser le temps de parole imparti pour l'empêcher de s'exprimer ! s'insurge le fonctionnaire. En fait, les Chinois veulent être au sein du Conseil des droits de l'homme pour s'assurer qu'il ne serve à rien, voire qu'il promeuve leur vision des sujets. »

Mais l'omniprésence de la Chine au sein des instances onusiennes peut aussi se retourner

contre elle. Saisie par des ONG et des militants chinois des droits de l'homme, le Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale (CEDR) a publié pour la première fois en août 2018 un rapport sur la détention par Pékin de 1 million de musulmans ouïghours dans des « camps d'internement » au Xinjiang, dans le nord-ouest du pays. Interpellé trois jours plus tard lors d'une audition publique au Conseil des droits de l'homme, l'ambassadeur de Chine, Yu Jianhua, a eu beau nier en bloc, le scandale a rattrapé Pékin. « Si le comité ne possède pas de mécanisme d'exécution contraignant, il a tout de même permis de rendre publique l'affaire du Xinjiang, souligne le diplomate. Et cela a fait très mal à la Chine et va la poursuivre. »

Malgré ces cahots, le règne de la Chine, pays le plus peuplé et deuxième économie de la planète, est parti pour durer à l'ONU. « Quoi qu'il en soit, nous, Européens, avons besoin de l'engagement de la Chine à l'ONU, qui peut entraîner dans son

sillage beaucoup d'États », insiste Jean-Maurice Ripert, l'ancien ambassadeur de France à Pékin. « Le but n'est pas de l'exclure, mais plutôt de l'amener à modifier son attitude et son langage pour l'attirer vers le cœur du vrai système multilatéral », précise le diplomate, en rappelant notamment le succès de l'accord de Paris sur le climat de 2016, signé par Pékin.

En attendant, la France pourrait encourager la Chine à faire preuve d'un peu plus de souplesse envers sa « bête noire » : Taïwan. Cité en exemple pour sa gestion de l'épidémie de coronavirus, l'archipel revendiqué par la Chine, exclu de l'ONU depuis 1971, n'a enregistré qu'un nombre infime d'infections et de décès depuis l'apparition du virus.

Sous pression de Pékin, Taipei est pourtant toujours écartée de l'Organisation mondiale de la santé. Or, le 31 décembre, Taïwan, en pointe dans la lutte contre le Covid-19, a contacté l'OMS pour l'alerter sur une possible transmission interhumaine. Une question posée par courriel, restée sans réponse, avant que l'OMS ne confirme elle-même cette crainte, le 20 janvier. Trois semaines plus tard ! S'il avait été pris au sérieux, l'avertissement de Taipei aurait pu contribuer à enrayer l'épidémie dès le départ ■

« Les Chinois veulent être au sein du Conseil des droits de l'homme pour s'assurer qu'il ne serve à rien. » Un diplomate